



BRÈVES ÉCONOMIQUES POUR LE

MEXIQUE, L'AMÉRIQUE CENTRALE ET LES CARAÏBES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE MEXICO

SE DE GUATEMALA, DE PANAMA, DE SAINT-DOMINGUE ET DE LA HAVANE

N° 31– 29 Septembre 2021

En bref

Au cours des trois dernières années, le Mexique a perdu de son attrait pour les investisseurs dans le domaine des énergies propres. Selon l'indice d'attractivité des pays en matière d'énergies renouvelables (RECAI) élaboré par le cabinet EY, en 2021, le Mexique se classait au 33^{ème} rang sur 40 pays analysés. Les facteurs à l'origine de la perte d'intérêt pour les investissements au Mexique concernent le désengagement de l'Etat dans les incitations aux entreprises du renouvelable et à l'environnement juridique et réglementaire (notamment la réforme énergétique du gouvernement). Dans le classement 2021, les États-Unis occupent la première place, en grande partie parce que le président Joe Biden a promis d'inaugurer une nouvelle ère de politique énergétique dans laquelle le pays cherchera à s'éloigner des combustibles fossiles et à rejoindre l'accord de Paris. Le Mexique occupe la quatrième place en Amérique latine, derrière le Brésil (11^e place), le Chili (12^e place) et l'Argentine (23^e place).

LE CHIFFRE À RETENIR

33^{EME} RANG/ 40

Classement du Mexique sur
l'Indice d'attractivité des pays en
matière d'énergies renouvelables
d'EY pour 2021

Zoom sur les actifs financiers en Amérique centrale

Le Guatemala dépasse le Costa Rica en actifs financiers et devient le premier pays d'Amérique centrale (hors Panama) dans ce domaine. Avec une hausse de 8,5% de ses actifs financiers au S1 2021 pour atteindre 52,6 Mds USD, le Guatemala possède désormais davantage d'actifs financiers que le Costa Rica (49,9 Mds USD, +0,1%). Cette forte hausse des actifs financiers guatémaltèques s'explique principalement par la forte reprise économique du pays (hausse de l'Indice mensuel de l'activité économique supérieure à 10% par mois entre mars et juin). Le Honduras est quant à lui le pays possédant la croissance la plus élevée de ses actifs financiers sur le 1^{er} semestre (17,6%) pour atteindre 25,9 Mds USD, devant El Salvador avec 20,7 Mds USD (+3,4%) et le Nicaragua avec 6,9 Mds USD.

(+6,7%). En cumulé, la région hors Panama a connu une hausse de ses actifs financiers de 6,2%, portant la somme de ces derniers à 156,1 Mds USD.

Mexique

1 COVID-19

A la fin de la journée du 29 septembre, le Mexique enregistrait 276 973 décès en raison de l'épidémie de COVID-19, soit + 1,31 % en une semaine. 3 655 395 cas confirmés ont été enregistrés (+ 1,62 % en une semaine). Au 28 septembre 2021, 48,91 % de la population mexicaine a reçu au moins une dose de vaccin.

2 FINANCES PUBLIQUES

UBS s'attend à ce que la monnaie mexicaine bénéficie du « Carry » et se négocie au-dessus de 19,5 MXN par USD d'ici fin décembre, puis au-dessus de 19,8 et 20,2 courant 2022. Par ailleurs, le peso mexicain (MXN) a été la monnaie la plus stable de la région et devrait rester relativement stable malgré la réduction des achats d'obligations par la Fed et sa sensibilité particulière aux variations de taux. Parallèlement, les actions mexicaines devraient continuer de se négocier à la hausse et les actifs mexicains ont enregistré les meilleures performances parmi les plus grands pays d'Amérique latine, avec un rendement de 16% par rapport aux rendements négatifs de ses pairs. Enfin, sur les marchés du crédit, il est le seul souverain de la région dont les écarts obligataires se sont resserrés alors que ceux de ses pairs se sont élargis.

Le Service d'administration fiscale (SAT) lance une nouvelle stratégie contre l'informalité. Si le projet de loi des finances pour l'année 2022 est

finalement adopté par les députés, celui-ci obligerait à tous les mexicains de plus de 18 ans à enregistrer leur RFC auprès de l'administration fiscale. Cette mesure devrait permettre au SAT de réaliser un suivi des près des 30 M (près de 60% de la population active) de mexicains en situation d'informalité sur le marché du travail.

3 ECONOMIE

La normalisation de la politique monétaire de la Réserve fédérale américaine (Fed) pourrait accélérer la sortie des capitaux étrangers du Mexique, principalement de dette publique. Selon les experts, la dernière réunion du Comité fédéral de l'open market (FOMC) a révélé les intentions de la Fed de commencer à resserrer la politique monétaire américaine en réduisant le rythme d'achat d'actifs (actuellement de 120 Mds USD par mois) entre novembre 2021 et achevé à la mi-2022. Ainsi, la Fed pourrait poursuivre une politique de hausse du taux directeur dès le début de l'année 2022. Ces ajustements devraient avoir un impact sur la détention de titres mexicains par les étrangers. Selon les données de la Banque centrale du Mexique (Banxico), au cours des huit premiers mois de l'année 2021, les investisseurs étrangers ont retiré 10,6 Mds USD du marché de la dette publique. La hausse des taux aux Etats-Unis devrait conduire à une réduction des expositions dans les marchés émergents comme en 2013 du fait de la normalisation de la politique monétaire après la crise financière de 2008.

Selon le secrétaire des finances Rogelio Ramirez de la O, 2022 sera une année marquée par davantage d'opportunités en termes de

facilitation de commerce et d'investissement entre le Mexique et les Etats-Unis. En effet, le Mexique profitera de l'année 2022 pour se positionner comme le premier partenaire commercial des Etats-Unis grâce à l'engagement conclu avec ses partenaires commerciaux visant à accroître l'intégration régionale. L'incertitude liée à la modernisation de l'accord T-MEC a considérablement diminué et le pays entrera dans une phase de mise en œuvre dès l'année prochaine avec des mesures concrètes et spécifiques comme la relocalisation des chaînes de production. Enfin, il a affirmé que le pays est passé de la 11ème à la 7ème place mondiale en termes de bénéfices d'IDE, ce qui montre que le Mexique est une destination attrayante pour les investisseurs.

L'économie mexicaine a progressé de 0,54 % g.m en juillet, soit la plus forte hausse en quatre mois. L'indice global d'activité économique (IGAE) du Mexique a enregistré sa plus forte hausse en quatre mois au cours du mois de juillet 2021 selon les chiffres de l'Institut national de la statistique et de la géographie (Inegi). L'indicateur affiche un niveau qui reste inférieur de 1,22% au PIB d'avant-crise. Selon les données de l'IGAE, l'économie mexicaine a progressé de 0,54 % au cours du mois précédent, après une baisse de 1,11 % en juin dernier. En outre, cet indicateur a enregistré sa plus forte hausse depuis mars 2021, lorsqu'il avait connu une hausse de 2,58 % g.m. Par grands groupes d'activités, le

secteur primaire a présenté une croissance de 1,9 % g.m en juillet suite à une baisse de 4,1 % g.m en juin. En revanche, le secteur secondaire a connu une progression de 1,1 % g.m au cours du septième mois de l'année, soit la plus forte hausse depuis octobre 2010. Parallèlement, le secteur tertiaire a progressé de 0,3% g.m, après une baisse de 0,5% g.m le mois précédent. En glissement annuel, le secteur primaire a connu en juillet une baisse de 1,1% alors que les secteurs secondaire et tertiaire affichent une progression de 8% et de 8,4% respectivement.

Chute des exportations mexicaines en août 2021. Selon les données de l'Inegi, les exportations mexicaines ont connu une contraction de 4,6% g.a en août. L'industrie manufacturière subie depuis près de 15 mois les conséquences de la pandémie de COVID-19 qui a perturbé les chaînes d'approvisionnement. Le secteur le plus affecté est l'automobile, qui connaît une pénurie d'intrants électroniques (puces et semi-conducteurs provenant d'Asie notamment) qui a limité la production. Les exportations ont connu une baisse de 4,6% g.a pour atteindre 39,6 Mds USD.

3 ENTREPRISES

Les manifestations qui bloquent les voies ferrées pour l'accès au port de Lázaro Cárdenas dans le Michoacán durent depuis 71 jours. Les pertes économiques sont estimées à 3 842 milliards de dollars selon la chambre d'industrie du Nuevo León (CAINTRA). La chambre a également souligné l'affaiblissement de la confiance des partenaires commerciaux et une baisse des ventes des PME. Ces manifestations empêchent l'acheminement de millions de tonnes de marchandises et conteneurs sur le principal corridor vers l'Extrême-Orient, obligeant ainsi les entreprises à prendre des routes alternatives qui augmentent les coûts et les délais. La situation accroît la pression inflationniste et porte un coup à l'économie des ménages en augmentant le prix des biens et services. La CAINTRA a réitéré sa demande auprès des autorités pour trouver une solution de fond à ce problème.

Près de 12 000 emplois ont été maintenus dans le secteur de la construction, et ce malgré la pandémie de Covid-19, grâce à l'industrie des grues qui a bénéficié de travaux de grande ampleur tels que le Tren Maya, la raffinerie de Dos Bocas et l'aéroport Felipe Angeles. 70% de la flotte totale du Mexique fait partie de l'Asociación de Gruas, Equipos y Dispositivos Industriales A.C (AGEDI) et sa présence est assurée dans 95% des chantiers de construction du pays. L'AGEDI a également participé à la mise en place de plusieurs des hôpitaux Covid-19 conçus pour aider à la

reconversion hospitalière qui a eu lieu dans tout le Mexique.

Pendant la pandémie, l'inclusion financière s'est renforcée d'environ 18% grâce à l'accroissement de l'utilisation des moyens électroniques, qui a obligé de nombreuses personnes à prendre part aux diverses options technologiques pour effectuer des achats ou des paiements. D'ici 2021, les cartes bancaires représenteront 79% des transactions sans contact, le reste passant par d'autres moyens tels que les portefeuilles mobiles. Selon le Directeur général de Prosa, Salvador Espinosa, l'inclusion financière est un cercle vertueux à la fois pour tous les agents (consommateurs, entrepreneurs, institutions financières) et pour l'activité économique qui s'accroît et se renforce par la diversité, la quantité et la rapidité des transactions. Il estime d'ailleurs que les défis du secteur restent d'accroître l'éducation financière de la population, de faciliter la présentation des documents d'identification, de garantir des protections aux consommateurs dans l'écosystème numérique, d'accroître l'accessibilité aux secteurs marginalisés et d'élargir les possibilités d'utilisation des comptes bancaires.

Indicateur	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau 29/09/2021
------------	------------------------	------------------------------	-------------------

Bourse (IPC)	-0,49%	+36,38%	51 084,61 points
Taux de change USD/MXN	+1,09%	-8,33%	20,31
Taux de change EUR/ MXN	+1,32%	-8,40%	23,79
Prix du baril mexicain	+7,12%	+91,67%	71,76

Amérique centrale

Regional

Selon une étude de la CEPAL, 81 % des migrants illégaux salvadoriens partent en raison du manque d'emploi ou d'une crise économique, contre 72% au Honduras et 50% au Guatemala. La CEPAL avance que le taux d'emploi chez les jeunes est une des principales causes, notamment au Salvador et au Honduras. L'organisme régional explique également cette migration par le montant du salaire moyen, égal à 578 USD au Salvador, 739 USD au Guatemala et 919 USD aux Honduras soit respectivement plus de 3,5, 2,4 et 1,9 fois moins qu'aux Etats-Unis

1. Costa Rica

Le différend commercial entre le Panama et le Costa Rica se retrouve devant l'OMC. L'OMC a décidé de former un groupe spécial d'arbitrage afin de trouver une solution au différend commercial qui oppose le Panama et le Costa Rica depuis le début de l'année 2021. De son côté, le Costa Rica soutient que le Panama interdit depuis deux ans, et ce, sans justification, l'importation de nombreux produits costariciens (bœuf, fruits, poissons, ...) alors même que la relation commerciale entre les deux pays centre-américains est qualifiée depuis toujours comme étant prospère. Si aucune solution n'émerge de ce panel d'arbitrage, sera alors saisi l'organe d'appel de règlement des différends de l'OMC, qui par ailleurs est depuis deux ans en état de paralysie, suite au refus des Etats-Unis d'approuver la nomination de nouveaux juges en son sein.

Les jeunes femmes sont les plus touchées par le chômage. La pandémie de covid-19 a catalysé les inégalités entre les hommes et les femmes sur le marché du travail costaricien. Sur 423 000 personnes au chômage, 232 000 sont des femmes contre 191 000 hommes, selon l'Institut National des statistiques. L'inégalité face au chômage entre les femmes et les hommes était en juillet 2021 égale à 10,7 points de pourcentage. La récupération de l'emploi est lente, et encore plus pour les jeunes femmes (entre 15 et 24 ans), selon l'analyse du collège des sciences économiques du Costa Rica. Alors que le taux de chômage

des jeunes hommes se situe à hauteur de 33%, celui des femmes enregistre un taux record de 55%.

2. El Salvador

Le Président Bukele a annoncé ouvrir la vaccination pour une troisième dose à partir de dimanche aux personnes de plus de 60 ans, aux personnes à risque, aux enseignants, membres du corps médical, militaires, policiers et pompiers. El Salvador a reçu 11,9 M doses de vaccins contre le Covid-19 à travers des achats ou des dons depuis le début de la pandémie. 55,4% de la population a reçu un schéma vaccinal complet, plaçant le pays 1^{er} d'Amérique centrale.

Les bons du Trésor salvadoriens ont chuté pour atteindre leur plus bas depuis 10 ans. El Salvador se classe actuellement en troisième position des pays les plus risqués d'Amérique latine, avec une prime de risque pays de 10,65 pp sur les Bons américains 10 ans, derrière l'Argentine et le Venezuela (respectivement à 15,97 pp et 310,21 pp). Cette tendance a commencé avec la révocation en mai les membres de la cour de chambre constitutionnelle de la cour suprême, et s'est accélérée en septembre suite à la remise en cause du mandat unique présidentiel le 3 septembre et à l'entrée en vigueur du cours légal du bitcoin le 7 septembre.

3. Guatemala

La CACIF a publié sa sixième recommandation portant sur les réformes de l'Etat, en faveur d'un plan de développement durable de l'économie soutenu par le secteur privé. L'organisme patronal a souligné certaines causes du dysfonctionnement de l'appareil étatique, avant de proposer quatre solutions à ces dernières :

- reformer la loi électorale ainsi que les partis politiques, notamment pour renforcer l'indépendance du Tribunal suprême électoral et améliorer la participation aux élections ;
- Changer le modèle d'investissement dans les infrastructures publiques pour attirer plus d'IDEs ;
- développer un nouveau système d'achats publics ;
- Imaginer une nouvelle perspective pour l'administration publique avec, entre autres, un recrutement fondé sur le mérite, des incitations à la formation et des règles de promotion.

Le Ministre de l'économie et la vice-ministre du commerce extérieur sont en Corée du Sud pour reprendre les négociations sur l'adhésion du pays à l'Accord de libre-échange Corée du Sud – Amérique centrale. Le Guatemala est le dernier pays à ne pas avoir adhéré à l'accord, signé par les autres pays de la région en 2018. Les relations commerciales entre les deux pays s'étaient détériorées ces dernières années,

passant de 620 MUSD en 2014 à 270 MUSD sur les neuf premiers mois de 2021. La Corée du Sud poursuit de son côté sa politique de renforcement de sa présence dans la zone, multipliant les investissements, aides projets et facilitations commerciales avec les pays de l'isthme centroaméricain.

4. Honduras

Le Président Hernández s'est défendu, lors de son discours à l'Assemblée générale de l'ONU, de tout lien avec le narcotrafic. Le Chef de l'Etat a présenté publiquement des enregistrements de la DEA dans lequel les trafiquants précisent ne pas travailler avec lui. Cette défense fait suite aux accusations de la procureure générale de New-York sur son rôle de facilitateur et de protection dans le transport et l'envoi de drogues depuis le Honduras. Juan Orlando Hernández a par ailleurs incriminé les Etats-Unis pour leur procédure de témoignages, permettant notamment aux narcotrafiquants parjures de ne pas être punis.

L'entreprise nationale d'énergie électrique (ENEE) perd mensuellement 17,4 MUSD (420 M HNL) du fait de de vols sur son réseau électrique. Environ 35% de l'électricité reçue par l'entreprise nationale pour être ensuite distribuée est perdue, majoritairement par vol. De plus, 75% des vols d'électricité sont commis

par 420 entités identifiées et les 25% restant par 260 000 consommateurs selon l'Association pour une société plus juste (ASJ), à l'origine de ce rapport. L'ENEE, appuyée par les autorités, a débuté un travail de régularisation et de sanctions envers les fraudeurs qui vise à permettre une baisse de 6 pp des vols.

5. Nicaragua

Selon une étude de la chaîne CNN, le Nicaragua est le 2^{ème} pays au monde derrière l'Allemagne ayant le coût de l'électricité le plus élevé. Le pays centroaméricain paie 0,33 USD le kWh contre 0,35 USD pour l'Allemagne et près de 100 fois plus que ses alliés dans la région, le Venezuela et Cuba. L'étude n'intègre que les pays ayant atteint une couverture de 70% permettant la taille critique d'infrastructures nécessaires à la baisse du prix de l'électricité. La couverture nationale atteint 95,6 % de la population au Nicaragua.

6. Panama

Le Panama est à la traîne en termes de relance économique comparativement aux autres pays de la région. Selon Moody's, le Panama est le pays le plus en retard en termes de récupération du PIB de 2019. La relance de l'économie panaméenne est inégale selon les secteurs d'activité, et elle reste principalement

portée par les activités externes (Canal, logistique, mines). Le niveau de PIB atteint en 2019, ne sera pas récupéré par le Panama avant 2023. La forte contraction en 2020 explique notamment le fait que le Panama soit l'un des pays de la région le plus en retard en termes de récupération économique.

Le tourisme de la vaccination, un moteur de la relance économique post covid. A partir du 1^{er} octobre, le Panama ouvrira ses portes à tous les étrangers désireux de se faire vacciner avec l'AztraZeneca, afin de les inviter à profiter des attraits touristiques du pays. Le projet « Vacutur », porté par l'Autorité du Tourisme (ATP) a pour objectif de générer des revenus estimés à 126 M USD, permettant de relancer le secteur le plus touché pendant la pandémie, avec une perte estimée à 1,3 Md USD et 65 000 emplois. A l'image de la Floride, le Panama prévoit donc des « pack vaccination-tours », témoignant de son effort pour aider à élargir l'accès à la vaccination. L'ensemble des acteurs du tourisme se positionneront sur ce projet gouvernemental. Copa Airlines prévoit notamment de réduire ses tarifs de vol entre 35 et 50% pour les touristes. Par ailleurs, Promtur-Panama, ONG en charge de promouvoir le tourisme au Panama, aura en charge de construire l'image d'un Panama comme destination pour la vaccination.

Les principaux fonds d'investissement américains optent pour le Panama. Lors de son voyage aux Etats-Unis, le Président Cortizo s'est entretenu avec les Présidents de plusieurs fonds d'investissement américains, dont Notarc Management Group, Brookfiel Asset

Management, et Kohlberg Kravis Roberts KKR), qui ont exprimé sa volonté d'investir dans les prochains mois au Panama, notamment sur des projets d'infrastructure, d'énergie et de développement immobilier. Egalement, Cortizo a rencontré le Président de la Bourse Nasdaq, qui lui a fait part de la volonté de 30 entreprises cotées d'investir au Panama.

Le Panama restera sur la liste noire de l'UE selon l'agence de presse Reuters. Le Panama ne sortira pas de la liste noire des paradis fiscaux de l'UE, tant qu'il n'ajustera pas son régime fiscal, et tant qu'il ne se mettra pas en conformité avec les standards internationaux. Des experts de la Commission européenne estiment que la demande d'exclusion du Panama de la liste n'était pas conforme aux exigences établies, notamment parce que le Panama n'a ni abrogé, ni modifié son régime d'exemption d'impôts pour les revenus de source étrangère. Les conclusions des experts européens seront discutées par les Ministres des Finances de l'UE le 5 octobre prochain. Lors de cette réunion, certaines juridictions telles que les Seychelles, la Dominique et Anguilla, pourraient passer de la liste noire à la liste grise de l'UE. Le Panama quant à lui, semble avoir échoué dans sa demande de retrait.

Caraïbes

1. République Dominicaine

Par le décret 605-21, le gouvernement a créé la Commission des importations agricoles, qui sera présidée par le ministère de l'Agriculture.

Cette institution devra élaborer dans un délai maximal de 15 jours, un règlement fixant son fonctionnement et les procédures à suivre pour l'octroi de licences d'importation de produits agricoles. Le ministère de l'Agriculture sera ensuite en charge d'approuver ces directives et d'appuyer cette nouvelle institution.

2. Haïti

Dans un communiqué du 22 septembre 2021, le Ministère de l'Agriculture, des Ressources naturelles et du Développement rural a affirmé la détection du virus de la Peste Porcine Africaine (PPA) sur le territoire haïtien. Une commission impliquant tous les ministères et les autres organismes étatiques concernés a été activée en vue de limiter l'expansion de la maladie sur le territoire national.

3. Cuba

Annonce d'une marche à Cuba pour le respect des droits de l'Homme. « Archipiélago », une initiative citoyenne de 21 000 membres a rendu publique une lettre envoyée aux bureaux du Gouverneur de la Havane dans laquelle il est demandé l'autorisation pour la réalisation d'une marche pacifique dans la

capitale, le 20 novembre prochain. La lettre rappelle que « l'article 56 de la Constitution de la République de Cuba n'interdit pas les manifestations et que la déclaration universelle des droits de l'homme considère les marches pacifiques comme un droit fondamental ». La manifestation aura lieu pour demander « le respect des droits de tous les cubains, la libération des prisonniers politiques et la recherche de solutions aux différends existants par des voies démocratiques et pacifiques ». Il est demandé une réponse de la part des autorités. A défaut, cette dernière sera considérée comme affirmative et la manifestation aurait lieu. Le mouvement prévoit la participation d'environ 5 000 personnes dans la capitale et le mouvement a déjà été repris dans 4 villes cubaines (Holguín, Santa Clara, Guantánamo et Cienfuegos).

Plus de 20 M de doses de vaccins cubains ont été administrées. Au 26 septembre, 20,3 millions de doses de vaccins avaient été administrées avec les vaccins Soberana 02, Soberana Plus et Abdala produits à Cuba. A ce jour, 9 millions de personnes avaient reçu une seule dose, 6,3 millions avaient reçu deux doses et 4,95 millions de personnes avaient reçu leur troisième dose, ce qui représentait un total de 44,9% de la population cubaine ayant terminé une vaccination complète. La population cible à Cuba étant toutes les personnes majeures et tous les enfants entre 2 et 18 ans. La dynamique de vaccination s'est accentuée depuis que le Centre de contrôle étatique du médicament, des équipements et dispositifs

médicaux (CECMED) avait accepté, dans le cadre de la stratégie de vaccination massive, l'utilisation d'urgence des vaccins Abdala, Soberana 02 et Soberana Plus produits respectivement par le Centre d'ingénierie génétique et biotechnologique (CIGB) et l'Institut Finlay des vaccins (IFV).

Suivi statistique du COVID-19 dans la zone

Pays	Nombre de cas de COVID-19 Nombre de décès liés au COVID-19 <i>Données officielles au 29/09 2021</i>	Pourcentage de la population vaccinée <i>Dernières données disponibles</i>
Costa Rica	530 113 <i>Décès : 6 349</i>	63,71% <i>(20/09)</i>
Cuba	872 425 <i>Décès : 7 378</i>	80,89% <i>(27/09)</i>
Guatemala	557 244 <i>Décès : 13 525</i>	24,41% <i>(28/09)</i>
Haïti	21 647 <i>Décès : 610</i>	0,37% <i>(21/09)</i>
Honduras	365 994 <i>Décès : 9 777</i>	31,87% <i>(24/09)</i>
Jamaïque	83 486 <i>Décès : 1 860</i>	17,79% <i>(28/09)</i>
Nicaragua	14 448 <i>Décès : 204</i>	7,49% <i>(25/09)</i>
Panama	466 851 <i>Décès : 7 223</i>	66,64% <i>(29/09)</i>
El Salvador	104 348 <i>Décès : 3 234</i>	62,71% <i>(29/09)</i>
République dominicaine	358 455 <i>Décès : 4 046</i>	55,25% <i>(28/09)</i>